



SEANCE ORDINAIRE DU 7 MAI 2014

Compte rendu

L'an deux mille quatorze et le sept mai à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOLU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. DUDIEUZERE à M. J. DOMERGUE, Mme S. JANNIN à M. Philippe SAUREL, M. H. MARTIN à M. R. CALVAT, Mme V. PEREZ à Mme C. HART, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU, Mme A. YAGUE à M. M. LEVITA.

Excusé(es):

Mme I. GIANIEL

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 1 affaire.

Ne prend pas part au vote : J.-P RICO.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°2 : HORS COMMISSION – GESTION DE L'EAU : RÉGIE PUBLIQUE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce de plein droit en lieu et place des Communes membres en application du dernier arrêté préfectoral n° 2012-2290 du 17-10-2012, les compétences «eau potable», «assainissement des eaux usées», ainsi que « développement et gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône Languedoc », dite « Eau Brute ».

Pour la compétence eau potable, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, elle se substitue aux communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel les Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint-Jean-de-Védas et Saussan au sein du Syndicat du Bas Languedoc et aux communes de Baillargues, Beaulieu, Castelnau le Lez, Castries, Clapiers, Montaud, Saint Drézéry, Saint Génès des Mourgues et Restinclières au sein du Syndicat Garrigues Campagne. Elle intervient en tant que collectivité organisatrice du service sur les 10 communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Prades-le-Lez, Pérols, Saint-Brès, Sussargues et Villeneuve-lès-Maguelone, ainsi que, depuis le 1er juillet 2013, suite à l'arrêté préfectoral n°2013-1-1192 du 19 juin 2013 mettant fin aux compétences du Syndicat du Salaison, sur les 3 communes de Jacou, Le Crès et Vendargues.

L'exploitation des services publics communautaires d'eau potable et d'assainissement des eaux usées est actuellement assurée au moyen de dix-huit contrats de délégation de service public dont les échéances convergent autour du 31 décembre 2014. Le service de l'eau brute est géré en régie dans le cadre d'une convention d'exploitation arrivant également à échéance au 31 décembre 2014.

Il est aujourd'hui proposé d'adopter une nouvelle approche dans l'organisation future de ces services. Cette approche sera résolument moderne, garante de transparence et respectueuse des enjeux de préservation des ressources et protection du milieu naturel partagés avec les territoires voisins. Elle participera à la mise en œuvre d'une politique de l'eau cohérente sur l'ensemble du cycle de l'eau.

Cette vision renouvelée passe par la création d'une régie dont les objectifs prioritaires seront exemplarité et efficience de manière à offrir aux usagers la meilleure qualité de service au meilleur prix.

Cette réforme constitue un tournant majeur dans l'histoire des services publics de l'eau et de l'assainissement du territoire. Sa mise en œuvre doit privilégier une méthode pragmatique et progressive, dans le respect du savoir-faire et des compétences pleinement reconnus des personnels assurant actuellement l'exécution de ces services. C'est pourquoi, dans une première étape, la régie porterait sur les seuls services publics de l'eau potable et de l'eau brute. Cette étape pourrait être mise en œuvre dès le 1er janvier 2016, avec prolongation pour motif d'intérêt général des contrats de délégation en cours jusqu'au 31 décembre 2015. Toutefois, cette prolongation ayant déjà été mise en œuvre pour le contrat portant sur le service public de l'eau potable de la commune de Grabels, ce service bénéficiera de dispositions anticipées dès le 1er novembre 2014.

La mise en perspective de cette régie précisera à court terme sa forme juridique, ses statuts, sa gouvernance, les moyens nécessaires à son déploiement et les coûts associés. Les organismes paritaires et la Commission Consultative des Services Publics Locaux seront saisis pour avis sur la base de ces éléments, préalablement à la délibération du Conseil Communautaire fixant les conditions de mise en œuvre de la régie.

Enfin dans le concept d'une gestion partagée des ressources avec les territoires limitrophes, je vous propose d'engager sans plus attendre la révision de la Déclaration d'Utilité Publique de la source du Lez, obtenue en juin 1981, et dont le bassin hydrogéologique s'étend sur 400 km² au nord du territoire communautaire, allant au-delà des limites du département de l'Hérault. En effet, l'étude pour le développement des connaissances du système karstique de la source du Lez s'est achevée récemment. Ce projet de recherche initié par la Ville de Montpellier et le BRGM, regroupe un partenariat scientifique et technique constitué par le BRGM, les UMR HydroSciences Montpellier (HSM), G-EAU, TETIS, le CERFACS et BIOTOPE. Son objectif était d'améliorer les connaissances sur le fonctionnement de l'hydrosystème karstique du Lez et la qualité de la ressource dans un contexte de gestion active par pompage et de changements globaux, climatique et anthropique.

Ce programme de recherche a été riche en enseignements et a apporté beaucoup d'éléments de réponse aux questions posées initialement. En particulier, sur le volet de la gestion quantitative, le modèle hydrogéologique développé a permis d'étudier des scénarios d'amélioration des prélèvements. Ceux-ci confirment la faisabilité de cette progression, dans certaines limites, permettant de garantir le maintien du bon état quantitatif et qualitatif de la nappe.

La concrétisation de cette perspective, conditionnée à l'obtention d'une DUP révisée, permettrait d'apporter des solutions pérennes pour notre territoire et dans une dimension plus large dans le cadre d'une coopération avec les territoires riverains du bassin de vie, en terme de besoins en alimentation en eau. Cette coopération est par ailleurs indispensable en vue d'une gestion concertée de la protection de la ressource.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter le principe d'une gestion en régie du service public de l'eau potable et de l'eau brute à compter du 1er janvier 2016,
- autoriser Monsieur le Président à engager les négociations nécessaires à la conclusion d'avenants de prolongation des contrats de délégation de service public en vigueur fixant leur nouvelle échéance au 31 décembre 2015,

- autoriser Monsieur le Président à engager les études nécessaires à la définition et l'organisation de la régie de l'eau,
- approuver le principe de la révision de la DUP de la source du Lez et autoriser le lancement des études préalables nécessaires,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Se sont abstenus : M. G. BALAZUN, Mme P. DANAN, Mme V. DEMON, M. J. DOMERGUE, M. P. DUDIEUZERE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. J.-M. LUSSERT, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. J. RAYMOND, M. J. VERA.

Ne prend pas part au vote : J.-P RICO.

A l'issue du vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 ne prend pas part au vote, 14 abstentions et 0 contre).

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.